

**GESETZESTECHNISCHE
RICHTLINIEN (GTR)**

**DIRECTIVES SUR LA
TECHNIQUE LÉGISLATIVE (DTL)**

**DIRETTIVE DI TECNICA
LEGISLATIVA (DTL)**

**DIRECTIVES SUR LA TECHNIQUE LÉGISLATIVE (DTL)
DIRETTIVE DI TECNICA LEGISLATIVA (DTL)**



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Bundeskanzlei BK
Chancellerie fédérale ChF
Cancelleria federale CaF
Chanzlia federala ChF

Table des matières

Section 5 Dispositions finales	3
Clause référendaire	3
Entrée en vigueur	3
– mise en vigueur déléguée au Conseil fédéral	4
– entrée en vigueur décidée par le Parlement	4
Entrée en vigueur avec effet rétroactif	5
Entrée en vigueur de lois fédérales urgentes	5
Entrée en vigueur échelonnée	5
– mise en vigueur par le Parlement	5
– mise en vigueur déléguée en tout ou partie au Conseil fédéral	6
Ordonnances portant mise en vigueur partielle d'une loi (cas particulier d'entrée en vigueur échelonnée)	7
– Titre	7
– Contenu et structure	7
– Désignation claire des dispositions qui sont mises en vigueur	8
Index	9

1 Section 5 Dispositions finales

1.1 Clause référendaire

- 227 Si l'Assemblée fédérale intègre dans un arrêté fédéral portant approbation d'un traité international soumis au référendum des modifications constitutionnelles liées à la mise en œuvre du traité, la clause référendaire est formulée comme suit:

Le présent arrêté est soumis au vote du peuple et des cantons (art. 140, al. 1, let. b, et 141a, al. 1, Cst.).

- 228 Si l'Assemblée fédérale intègre dans un arrêté fédéral portant approbation d'un traité international sujet au référendum des lois liées à la mise en œuvre du traité, la clause référendaire est formulée comme suit:

Le présent arrêté est sujet au référendum (art. 141, al. 1, let. d, ch. [1, 2 ou 3], et 141a, al. 2, Cst.).

- 229 Il n'y a pas de clause référendaire dans les modifications de la Constitution et les lois qui figurent en annexe d'un arrêté fédéral.

1.2 Entrée en vigueur

- 232* Si l'Assemblée fédérale intègre dans un arrêté fédéral portant approbation d'un traité international sujet au référendum une loi liée à la mise en œuvre du traité, elle règlera la mise en vigueur de cette loi dans les dispositions finales de l'arrêté fédéral (et non dans la loi). On trouvera dans l'annexe 2a, ch. 1 (art. 3, al. 2, de l'arrêté), les formules applicables à la plupart des cas (délégation au Conseil fédéral de la compétence de mettre la loi en vigueur). Pour les cas particuliers, cf. ch. 173 à 186.

* Chiffre modifié par décision du 16 nov. 2017 du groupe de suivi des DTL.

1.2.1 – mise en vigueur déléguée au Conseil fédéral

- 172 En règle générale, les Chambres fédérales délèguent au Conseil fédéral la compétence de faire entrer la loi en vigueur (cf. [Guide de législation](#), ch. 995).

La formule est la suivante:

Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Le Conseil fédéral fixe alors la date de l'entrée en vigueur de la loi dans une *décision* (qui ne revêt pas la forme d'un acte) que la Chancellerie fédérale intègre à la loi lors de sa publication au RO. Il ne prend une décision sous la forme d'une ordonnance que pour une mise en vigueur échelonnée (ch. 182 à 186).

Exemple:

Expiration du délai référendaire et entrée en vigueur

¹ Le délai référendaire s'appliquant à la présente loi a expiré le 7 octobre 2010 sans avoir été utilisé⁵.

² La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011.

27 octobre 2010

Au nom du Conseil fédéral suisse:

La présidente de la Confédération, Doris Leuthard

La chancelière de la Confédération, Corina Casanova

⁵ FF 2010 3879

→ [RO 2010 4989](#)

1.2.2 – entrée en vigueur décidée par le Parlement

- 173 Le Parlement peut fixer lui-même la date de l'entrée en vigueur dans la loi, notamment lorsque cette date est impérative (par ex. parce que la loi remplace un acte dont la durée de validité expire).

Lorsque le référendum peut être demandé, on pourra dans certains cas utiliser la formule suivante:

¹ La présente loi est sujette au référendum.

² S'il est établi dans les dix jours qui suivent l'échéance du délai référendaire qu'aucun référendum n'a abouti, elle entre en vigueur le 1^{er} jour du 4^e mois qui suit l'échéance du délai référendaire.

³ S'il n'est établi qu'ultérieurement qu'aucun référendum n'a abouti, le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

⁴ Si la loi est acceptée en votation populaire, elle entre en vigueur le jour qui suit la votation.

Si le Parlement ne fixe pas lui-même la date à laquelle la loi entre en vigueur en cas d'acceptation du projet en votation populaire, on remplacera les al. 3 et 4 par l'alinéa suivant:

...

³ Dans le cas contraire, le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

On pourra fixer des dates précises à l'al. 2, en veillant toutefois à ce que la Chancellerie fédérale dispose de suffisamment de temps pour établir qu'aucune demande de référendum n'a abouti:

...

² S'il est établi le ... qu'aucun référendum n'a abouti, la loi entre en vigueur le

...

1.2.3 Entrée en vigueur avec effet rétroactif

174 Si la loi doit entrer en vigueur avec effet rétroactif, on l'indiquera expressément:

¹ La présente loi est sujette au référendum.

² S'il est établi dans les dix jours qui suivent l'échéance du délai référendaire qu'aucun référendum n'a abouti, elle entre en vigueur avec effet rétroactif au

³ Dans le cas contraire, le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Si le Conseil fédéral peut la faire entrer en vigueur avec effet rétroactif, on l'indiquera aussi expressément:

...

³ Dans le cas contraire, le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur; il peut prévoir un effet rétroactif.

1.2.4 Entrée en vigueur de lois fédérales urgentes

175* En règle générale, les *lois fédérales urgentes* entrent en vigueur le lendemain de leur adoption. Elles font alors l'objet d'une publication urgente (pour la formule, cf. ch. 61).

* Chiffre modifié par décision du 27 oct. 2016 du groupe de suivi des DTL.

1.2.5 Entrée en vigueur échelonnée

176 On parle d'*entrée en vigueur échelonnée* lorsque les dispositions d'un acte doivent entrer en vigueur à des dates différentes. La *mise en vigueur partielle* (ch. 182 à 186) est un cas particulier d'entrée en vigueur échelonnée: elle consiste à fixer l'entrée en vigueur d'une partie seulement des dispositions (parce que l'entrée en vigueur d'autres dispositions a déjà été fixée ou qu'elle le sera ultérieurement).

1.2.5.1 – mise en vigueur par le Parlement

177 L'échelonnement de l'entrée en vigueur d'une loi peut figurer dans la loi. Les dispositions finales sont alors formulées comme suit:

¹ La présente loi est sujette au référendum.

² S'il est établi dans les dix jours qui suivent l'échéance du délai référendaire qu'aucun référendum n'a abouti, elle entre en vigueur comme suit:

a. les art. ... , le ...;

b. les art. ... , le

³ Dans le cas contraire, le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

- 178 Si la grande majorité des dispositions doit entrer en vigueur en même temps et un petit nombre de dispositions à une autre date, on aura recours à la formulation suivante:

¹ La présente loi est soumise au référendum.

² S'il est établi dans les dix jours qui suivent l'échéance du délai référendaire qu'aucun référendum n'a abouti, elle entre en vigueur comme suit:

a. toutes les dispositions à l'exception de l'art. 4, al. 2, le ...;

b. l'art. 4, al. 2, le

³ Dans le cas contraire, le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

- 179 À l'inverse, si de nombreuses dispositions doivent entrer en vigueur à une autre date, on pourra utiliser la formulation suivante:

¹ La présente loi est soumise au référendum.

² S'il est établi dans les dix jours qui suivent l'échéance du délai référendaire qu'aucun référendum n'a abouti, elle entre en vigueur comme suit:

a. les art. ..., le 1^{er} janvier ...;

b. les autres dispositions, le 1^{er} juillet

³ Dans le cas contraire, le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

1.2.5.2 – mise en vigueur déléguée en tout ou partie au Conseil fédéral

- 180 Lorsqu'une loi doit entrer en vigueur de manière échelonnée, le plus simple est de déléguer la mise en vigueur au Conseil fédéral. La formule sera: «Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur» (cf. ch. 172).

Si le Conseil fédéral décide, en pareil cas, de fixer en même temps les dates d'entrée en vigueur de toutes les dispositions, il le fera *dans une seule et même décision* (qui ne revêt pas la forme d'un acte; cf. ch. 172).

- 181 Le Parlement peut également faire entrer en vigueur une partie seulement de la loi et déléguer au Conseil fédéral la compétence de mettre en vigueur les autres dispositions.

La formule sera alors:

¹ La présente loi est soumise au référendum.

² S'il est établi dans les dix jours qui suivent l'échéance du délai référendaire qu'aucun référendum n'a abouti, elle entre en vigueur comme suit:

a. les art. ... entrent en vigueur le ...;

b. le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur des autres dispositions.

³ Dans le cas contraire, le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur de toutes les dispositions.

1.2.5.3 Ordonnances portant mise en vigueur partielle d'une loi (cas particulier d'entrée en vigueur échelonnée)

- 182 Les ordonnances portant mise en vigueur partielle d'une loi permettent de mettre en vigueur des dispositions d'une loi partiellement en vigueur. La première mise en vigueur partielle ne fait pas l'objet d'une ordonnance, mais est réglée dans l'acte lui-même ou dans une décision du Conseil fédéral intégrée à l'acte.

1.2.5.3.1 – Titre

- 183 Le titre variera en fonction du stade de l'entrée en vigueur de la loi concernée. On utilisera les formules suivantes:

- pour toute mise en vigueur partielle, à l'exception de la dernière:

**Ordonnance
portant mise en vigueur partielle de la loi ... /
de la modification du ... de la loi ...**

- pour la dernière mise en vigueur partielle:

**Ordonnance
portant dernière mise en vigueur partielle de la loi ... /
de la modification du ... de la loi ...**

1.2.5.3.2 – Contenu et structure

- 184 Lorsqu'un texte entre en vigueur en de nombreuses étapes, il peut se révéler utile d'indiquer quelles parties ont déjà été mises en vigueur et quelles parties seront mises en vigueur ultérieurement. Cette insertion de dispositions informatives dans un texte normatif est admissible dans la mesure où ces ordonnances sont publiées uniquement au RO.

Il importe cependant de distinguer le normatif (à savoir la mise en vigueur partielle) du non normatif.

- 185 Les dispositions seront présentées dans l'ordre suivant:
- d'abord, dans la note de bas de page relative à l'acte cité dans le préambule, la première disposition informative, à savoir celle qui rappelle quelles dispositions ont été mises en vigueur précédemment,
 - ensuite la disposition normative, à savoir celle qui porte mise en vigueur,
 - enfin la seconde disposition informative, à savoir celle qui indique quelles dispositions seront mises en vigueur ultérieurement.

Exemple:

**Ordonnance
portant mise en vigueur partielle de la loi sur la TVA**
du 12 octobre 2011

Le Conseil fédéral suisse,

vu l'art. 116, al. 2, de la loi du 12 juin 2009 sur la TVA (LTVA)¹,
arrête:

Article unique

¹ L'art. 78, al. 4, LTVA entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

² L'art. 34, al. 3, entrera en vigueur ultérieurement.

¹ RS 641.20; dispositions entrées en vigueur précédemment: RO 2009 5203, 5256

1.2.5.3.3 – Désignation claire des dispositions qui sont mises en vigueur

- 186 Le titre et le texte d'une ordonnance portant mise en vigueur partielle d'un acte mentionneront le titre de l'acte qui doit entrer en vigueur. Si les dispositions qui sont effectivement mises en vigueur n'en ressortent pas clairement (par ex. parce que seule une disposition figurant dans la partie «Modification d'autres actes» entre en vigueur), on indiquera dans le titre de l'ordonnance quelles sont les dispositions concernées.

Exemple:

Ordonnance
portant dernière mise en vigueur partielle de la modification
du 16 décembre 2005 de la loi fédérale sur l'assurance-maladie
(art. 82a de la loi sur l'asile)

du 24 octobre 2007

Le Conseil fédéral suisse,

vu le ch. III de la modification du 16 décembre 2005¹ de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal)²,

arrête:

Article unique

Le ch. II de la modification du 16 décembre 2005 de la LAMal (art. 82a de la loi du 26 juin 1998 sur l'asile³) entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

¹ RO 2006 4823; dispositions entrées en vigueur précédemment: RO 2006 4823, 4825

² RS 832.10

³ RS 142.31

Index

- 1 -

172	4
173	4
174	5
175	5
176	5
177	5
178	5
179	5
180	6
181	6
182	7
183	7
184	7
185	7
186	8

- 2 -

227	3
228	3
229	3
232	3

- A -

arrêté fédéral	3
avec effet rétroactif	5

- C -

clause référendaire	3
clause référendaire d'un arrêté fédéral	3

- E -

effet rétroactif	5
entrée en vigueur	3, 4, 5, 6, 7, 8
entrée en vigueur décidée par le Parlement	4
entrée en vigueur d'un arrêté fédéral	3

entrée en vigueur d'une loi	4, 5, 6, 7
entrée en vigueur d'une loi déclarée urgente	5
entrée en vigueur échelonnée	5, 6, 7, 8

- L -

loi	4, 5, 6, 7
loi déclarée urgente	5

- M -

mise en vigueur par le Conseil fédéral	4
--	---

- P -

publication urgente	5
---------------------	---

- R -

référendum facultatif	3
-----------------------	---